

recettes brutes du chemin de fer Canadien du Pacifique se sont élevées à \$21,500,000, et en 1894, elles avaient baissé au chiffre de \$18,750,000. Cet abaissement de recettes était-il dû à la législation ou à l'initiative du gouvernement ? L'honorable premier ministre le sait parfaitement : ni la législation, ni l'initiative ministérielle n'ont rien à voir dans ce fait. Il n'ignore pas qu'il faut en chercher la cause dans les récoltes et dans la dépression commerciale de 1894, et qu'abstraction faite du parti au pouvoir, cette année-là, le résultat eût été le même. En 1895, les recettes brutes de cette voie ferrée se sont élevées à \$18,941,036, et les recettes nettes à environ \$7,480,950. En 1896, avant que le système fiscal inauguré par l'honorable ministre eût pu produire d'effet quelconque, les recettes brutes s'élevèrent à \$20,681,596, tandis que les recettes nettes atteignirent le chiffre de \$8,107,581. En 1897, grâce aux bonnes récoltes et au développement de nos industries minières, ainsi qu'à l'affluence du capital venu de l'étranger, de fait, grâce au flot toujours montant de prospérité qui inondait le pays ainsi que la république voisine, les recettes brutes s'élevèrent à \$24,049,334, tandis que les recettes nettes atteignirent le chiffre de \$10,303,775. En 1898, l'on constata une nouvelle augmentation des recettes brutes qui atteignirent le chiffre de \$26,138,977, tandis que les recettes nettes s'élevèrent à \$10,475,371. L'honorable ministre, j'en suis sûr, n'ira pas prétendre qu'il a mis tout cet argent là dans le gousset des actionnaires du chemin de fer Canadien du Pacifique. S'il avoue, alors qu'il me permette de lui dire que ce qu'il a affirmé, sans doute dans un discours prononcé à un banquet public, et qu'il ne faut pas critiquer trop sévèrement, parce que l'enthousiasme de ses partisans l'avait sans doute porté un peu trop loin, cette affirmation, dis-je, est dénuée de fondement.

J'aborde une autre preuve, laquelle, l'honorable ministre l'admettra sans doute, est fort probante sur ce point. Je l'emprunte au rapport de M. Gage, le secrétaire du trésor aux Etats-Unis :

Le commerce avec l'étranger pour l'année 1898 a été à certains égards phénoménal. L'exportation des produits, tant de la ferme que les manufactures a excédé en valeur celle des années précédentes, et le grand total des exportations est le plus considérable qui ait jamais été enregistré. Pour la première fois dans l'histoire de notre commerce avec l'étranger, les exportations, cette année, ont atteint en moyenne au delà de \$100,000,000 par mois, le total s'élevant à \$1,231,482,330, contre \$1,050,993,556 en 1897, et \$1,030,278,148 en 1892, aucun autre exercice n'ayant atteint la limite du billion.

Cela est-il dû au système fiscal de l'honorable ministre ? Est-ce au gouvernement que les Etats-Unis doivent cette situation de prospérité et de progrès, qui, de leur propre aveu, est phénoménale ? Non, M. l'Orateur ; c'est une question de récoltes et aussi de prix. Les récoltes, la chose est possible,

n'ont peut-être pas excédé de beaucoup celles des années précédentes, mais lorsqu'un pays envoie cent millions de boisseaux de grain en Angleterre seulement, comme l'ont fait les Etats-Unis, et cela au double du prix d'ordinaire payé aux cultivateurs, l'honorable ministre comprendra que les causes de la prospérité sont tout à fait indépendantes de ce qu'il a pu faire lui-même. Mais je me trompe peut-être en disant que le gouvernement libéral n'a en rien contribué à cette prospérité. Le gouvernement y a quelque peu contribué. Il a fait augmenter de dix-neuf millions les exportations des Etats-Unis au Canada, et dans cette mesure, son système fiscal peut à juste titre réclamer le mérite d'avoir contribué à l'augmentation des exportations que signalait le secrétaire Gage dans son rapport.

Mon honorable ami a aussi avancé que les exportations d'un pays à un autre sont en raison de ce qu'il reçoit de ce pays ; or, je vais lui faire voir qu'il se trompe du tout au tout. Je lui ai déjà fait voir que bien que nos exportations canadiennes en Angleterre aient augmenté de plusieurs millions, nous importons de la mère-patrie pour un demi-million de moins de marchandises que d'habitude. Et qu'arrive-t-il aux Etats-Unis ? En 1889, les Etats-Unis importaient d'Angleterre pour une valeur de \$179,506,373, et en 1898, pour une valeur de \$113,361,617, soit une diminution de \$66,144,756. Or, si la théorie de l'honorable ministre était exacte, comment ces chiffres pourraient-ils se produire ? En 1889, les exportations des Etats-Unis en Angleterre atteignaient le chiffre de \$650,616,283, et en 1893, année où les importations anglaises des Etats-Unis subirent une diminution de \$68,000,000, les exportations en Angleterre atteignirent le chiffre de \$981,137,110, soit une diminution de \$331,517,827. Voilà, je pense, qui suffira à l'avenir pour empêcher mon très honorable ami de prétendre que la question des exportations d'un pays vers l'autre est subordonnée à celle des produits qu'il reçoit de ce dernier pays.

J'aborde maintenant, M. l'Orateur, une question qui a été traitée fort habilement par l'honorable proposeur de l'adresse, je veux dire le rapprochement anglo-américain. C'est une question de la plus haute gravité, la chose ne saurait faire de doute ; et les honorables députés de la droite reconnaîtront, je crois, que j'ai pleinement apprécié la gravité de cette question dans la ligne de conduite que j'ai cru de mon devoir de suivre à cet égard. J'ai compris que s'il existait l'ombre même du sentiment de la reconnaissance dans le cœur humain, il était tout simplement impossible que les Etats-Unis d'Amérique manquaient de reconnaître la profonde dette qu'ils ont contractée envers l'Angleterre. Lorsque toutes les grandes puissances européennes, à l'époque de la guerre hispano-américaine, s'abouchèrent avec l'Angleterre et lui proposèrent d'intervenir sous prétexte qu'il n'existait